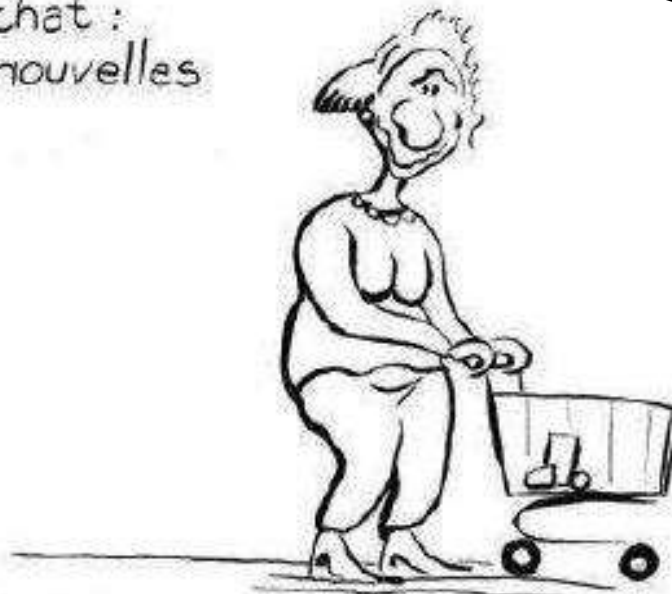


Après la hausse du gaz, du pétrole,
des aliments, des loyers...

C'est la première très bonne nouvelle
pour le pouvoir d'achat...

Pouvoir d'achat :
de bonnes nouvelles



EN 2011, LE JETON DE CADDIE
RESTERA À 1€ DANS LA
PLUPART DES GRANDES SURFACES

Sommaire

- ✓ Pour la création d'un Fond Européen de développement social. .pages 2/5
- ✓ Le pacte pour l'euro + pour mieux servir les marchés pages 6/8
- ✓ Fonction publique : gel sur les salaires ? pages 9
- ✓ 18/06/2011 conférence nationale des communistes de l'aéro page 10

Contre la dictature des marchés financiers, une initiative du PGE à l'échelle de l'Europe, **pour la création d'un Fonds européen de développement social et de solidarité**

Le 12 mars dernier, à Athènes, s'est tenu un important meeting du Parti de la Gauche européenne (PGE).

A cette occasion, Francis Wurtz, co-responsable du comité d'animation de la grande "initiative citoyenne" décidée au congrès du PGE (décembre 2010), a présenté l'initiative en question, son contexte, son contenu et sa mise en oeuvre.

Nous avons jugé utile d'en publier le texte.

> Chers amis, chers camarades,

>

... J'en viens à notre sujet, pour, tout d'abord, remercier Synaspismos et tous les organisateurs de cette rencontre de me donner l'occasion de présenter l'initiative prise par le PGE lors de son dernier congrès, en décembre 2010.

Nous avons décidé, d'abord, de lancer sans attendre, immédiatement, une campagne de grande envergure, à l'échelle de l'Europe, en faveur de la création d'un Fonds européen de développement social et de solidarité. J'y reviendrai dans un instant.

Et nous avons décidé d'utiliser, le moment venu, à cette fin, un nouvel instrument européen qui n'entrera malheureusement en vigueur que dans un an environ, mais qui permettra, si nous réussissons à collecter **1 million de signatures** en faveur de notre proposition, **d'obtenir l'ouverture officielle d'un débat public** pouvant déboucher sur des mesures concrètes répondant à notre demande.

>

> Je voudrais m'arrêter, pour bien nous comprendre, successivement, sur:

>

- Le contexte dans lequel sont nées cette proposition et cette initiative;

- le contenu très concret de la proposition en question;

- enfin, sur la mise en oeuvre de cette initiative.

> **Le contexte de notre décision, tout d'abord.**

>

- Nous étions (et nous restons!) révoltés par la véritable agression sociale menée par les dirigeants les plus puissants de l'UE contre le peuple grec, et par, littéralement, la mise sous tutelle de la Grèce par l'UE, la BCE et le FMI.

- En fait d' "aide européenne", nous avons vu une camisole de force; en fait de "solidarité européenne", une opération punitive; en fait d' "Union européenne", des rapports de domination dignes des sinistres "plans d'ajustements structurels" du FMI.

- En outre, nous avons vu que le sort réservé à la Grèce était celui qui attendait, à des degrés divers, tout pays-membre qui tomberait dans les griffes des marchés financiers et des spéculateurs.

- Et, plus généralement, nous assistions déjà à la mise en place, dans toute la zone euro, d'un régime de plus en plus contraignant d'hyper-austérité, - prélude au "pacte de compétitivité" - et de mise en cause de la souveraineté populaire. Or, toute cette offensive a été lancée au nom de la "stabilité financière". L'UE a créé pour cela le "Fonds européen de stabilité financière".



• Nous avons donc pensé que le devoir de la gauche était, non de réagir à la marge, mais de prendre l'exact contrepied de l'offensive des dirigeants européens. Voilà pourquoi, au "Fonds européen de stabilité financière", nous avons proposé d'opposer l'idée d'un "Fonds européen de développement social".

>

> Quel est le contenu de ce Fonds?

> Et qu'entendons-nous par là? C'est ma deuxième observation.

♦ Concrètement, à l'heure où il n'est plus question que de diminution des dépenses publiques, de recul de la protection sociale et de précarisation de l'emploi, le but, c'est de fixer comme cap la relance d'une grande politique sociale dans l'UE.

♦ Il s'agit, pour cela, de libérer de la dépendance absolue vis à vis des exigences des marchés financiers les investissements publics favorables à l'emploi décent, aux services publics, à l'environnement. Pour une raison simple: la dépendance vis à vis des marchés financiers tue le social.

♦ Voilà pourquoi nous proposons de mettre en place une institution financière publique indépendante des marchés financiers, pour être capable de financer de tels investissements à taux très bas, voire nuls et à long terme. C'est cette institution financière publique que nous avons appelé "Fonds européen de développement social et de solidarité".

♦ Comment cette institution peut-elle se financer? Nous proposons qu'elle bénéficie d'une part du produit d'une taxe sur les transactions financières. Mais cela ne suffit pas! La BCE, à partir de son pouvoir de créer de la monnaie, fait profiter tous les jours les banques et les institutions financières privées de toutes les liquidités dont elles ont besoin à un taux très bas. Mais les États, eux, doivent emprunter au prix fort, auprès de ces institutions financières privées!

♦ Cette anomalie rend aujourd'hui quasiment impossible le développement social, en particulier dans les pays pris à la gorge par les marchés financiers et les spéculateurs. La presse économique rappelait, cette semaine, quelques chiffres qui en disent long, à cet égard :

- l'Espagne a dû payer ses emprunts au taux de 5,45% - ce qui est à presque le double du taux concédé à l'Allemagne;
- le Portugal au taux usuraire de 7,5%
- et sur le marché secondaire, l'Irlande était à 9,2% et la Grèce à 12,83%...

♦ Il faut répondre à cela! **Nous demandons donc que ce "Fonds européen de développement social" puisse - comme les banques privées - bénéficier de crédits à taux très bas de la BCE, dès lors qu'ils sont consacrés exclusivement à des investissements publics créateurs d'emplois décents, développant la formation et la recherche, les services publics, les infrastructures utiles, les réalisations dans le domaine de l'environnement.**

♦ Et nous demandons que, plus un pays est en difficulté (comme ceux que je viens de citer), plus ils doit pouvoir bénéficier de ces crédits à taux très bas ou nuls.

♦ Et pour que ce Fonds européen de développement social et de solidarité respecte bien les missions qui lui sont assignées, nous proposons qu'il soit dirigé par un Conseil d'Administration auquel participent des parlementaires nationaux et européens, des représentants syndicaux, des représentants du mouvement associatif..., et qu'il soit tenu de rendre compte régulièrement des demandes d'emprunts qui lui sont parvenues et des suites qu'il leur a réservées.

> Pour résumer:

>

A la logique actuelle de l'hyper-austérité, de la précarité du travail, des privatisations, nous voulons opposer la logique du

développement de l'emploi stable, décent, qualifié, avec des droits des salariés, ainsi que la promotion des services publics;

♦ A la logique punitive vis à vis des pays les plus en difficultés, nous voulons opposer une logique de solidarité;

♦ A la soumission aux appétits insatiables des "investisseurs", nous voulons opposer une voie permettant de nous dégager de l'emprise étouffante des marchés financiers;

♦ A la centralisation des décisions par des instances inaccessibles, nous voulons opposer une implication des citoyens, des syndicats, des acteurs sociaux, des élus.

>

> J'en arrive à ma troisième observation:

la mise en œuvre de notre initiative.

>

> Des questions se posent, tout à fait normalement, à ce propos. Par exemple:

♦ Ces questions d'argent et d'institutions sont-elles trop compliquées pour s'en expliquer avec les gens?

>

Pour ma part, pour discuter en permanence et depuis longtemps des enjeux européens avec des citoyens de toute origine, je ne le crois pas.

>

Mais, en tout état de cause, chacun est libre, dans son pays, en fonction des luttes qui s'y mènent, des préoccupations sociales dominantes, de la culture politique ambiante, d'adapter l'argumentation.

L'essentiel, à mes yeux, est que nous nous retrouvions tous et toutes sur le cœur de notre démarche. A savoir:

>

+ que le but est la relance du progrès social et de la solidarité en Europe;
+ qu'un moyen fondamental pour y parvenir est de réduire notre dépendance vis à vis des marchés financiers;
+ et que c'est possible!

Un argumentaire est en circulation. Il sera modifié, enrichi, mis à jour en fonction des remarques formulées et de l'actualité elle-

même, tout au long de la campagne.

> Autre interrogation:

* Quel est le texte exact de la demande à faire signer par un million de personnes?

>

Ce texte n'est pas écrit! Puisque nous ne sommes pas autorisés à débiter la collecte de signatures avant un an, nous en discuterons le moment venu. Ce devra, naturellement, être un texte concis, parlant et rassembleur.

>

Mais aujourd'hui, c'est la campagne d'information, de sensibilisation, de mobilisation qui doit se développer. Et elle se développe!

Le week-end dernier, une réunion publique européenne sur notre initiative s'est tenue à Porto; aujourd'hui une autre a lieu à Athènes; de prochaines sont programmées à Milan, à Paris, à Madrid, à Prague, à Sophia...

>

Les décisions gravissimes que viennent d'annoncer les dirigeants de la zone euro et qui seront confirmées à la fin du mois confèrent à notre campagne une actualité brûlante et une utilité immédiate.

>

Le meilleur argument pour mobiliser contre ce "pacte de compétitivité", rebaptisé "pacte pour l'euro", c'est à dire contre le blocage des salaires, le report de l'âge de départ à la retraite, l'augmentation des impôts sur la consommation, l'ouverture des secteurs protégés; et contre le déni de souveraineté populaire que représentent l'inscription de cette politique dans la Constitution nationale et l'obligation de soumettre chaque année les "réformes accomplies à l'agrément du Conseil européen, autrement dit à Mme Merkel...le meilleur argument, disais-je, pour mobiliser contre cette ahurissante prétention à imposer une régression sociale générale au forceps, c'est, en effet, de montrer qu'une alternative est possible, et d'agir pour l'imposer.

>

> Autre question:



Absolument pas! Ce que nous voulons, c'est créer les conditions d'une dynamique politique de gauche le plus rassembleuse possible, à l'échelle de l'Europe.

>

La diversité des organisations, des mouvements, des personnalités, des réseaux qui accepteront de contribuer à leur manière à cette campagne sera le meilleur gage de son succès.

>

Chacun a les soutiens qu'il mérite. Angela Merkel et Nicolas Sarkozy viennent d'obtenir pour leur pacte diabolique, le soutien d'un orfèvre en la matière: l'ancien chef économiste de Lehmann Brothers, la banque d'affaire américaine dont la faillite retentissante a précipité la crise financière mondiale de 2008!

>

Nous, nous visons le soutien d'hommes et des femmes du peuple, de syndicalistes, de militants associatifs, d'élus, d'intellectuels, de citoyennes et de citoyens qui aspirent à changer la vie et à changer l'Europe.

>

Dernière question: avons-nous une chance d'arracher, avec notre campagne puis notre action, quelque chose de significatif à cette Europe du capital?

>

♦ Tout dépendra évidemment du rapport des forces que nous réussirons à créer dans le contexte d'une actualité sociale et politique où tout paraît possible. Le pire mais aussi, parfois, le meilleur.

♦ Il y a plus de 10 ans, par exemple, que notre groupe au Parlement européen se bat pour arracher un vote favorable à la taxation des mouvements de capitaux. Le 20 janvier 2000, nous avons commencé par demander une simple étude de faisabilité d'une telle taxe. C'était déjà trop! Nous avons gagné d'une voix l'inscription de ce débat à l'ordre du jour de la session, mais perdu de 6 le vote sur la résolution concernée. Depuis, toutes les tentatives,

d'où qu'elles soient venues, ont échoué.

♦ Eh bien, mardi dernier, même la droite a voté en faveur du principe d'une telle taxe: 529 voix pour, 127 contre! L'exigence populaire de faire quelque chose contre ce cancer financier est devenue incontournable. Au point que Sarkozy et le ministre allemand des finances eux-mêmes en sont devenus, paraît-il, de chauds partisans.

♦ Alors, si cette revendication traditionnelle de la gauche, hier réputée irréalisable, apparaît aujourd'hui à portée de main, pourquoi ne pourrions-nous pas réussir, demain, à franchir une nouvelle étape en arrachant quelque chose qui s'apparente à notre proposition?

>

> Chers amis et camarades,

Changer l'Europe passe souvent pour une utopie. Mais l'Histoire est truffée d'utopies qui, un jour, se sont concrétisées. Il y a des situations où il suffit d'une goutte d'eau pour faire déborder le vase. Il n'est pas absurde de penser que nous ne sommes pas loin d'un tel moment en Europe. Pour le pire ou le meilleur? C'est notre responsabilité et notre honneur de femmes et d'hommes de gauche de faire ce qui dépend de nous pour repousser le pire et favoriser le meilleur.

>

Disons-nous, avec le poète allemand Hölderlin, que: "Là où croît le péril croît aussi ce qui sauve". Il n'y a pas nécessairement que sur la rive Sud de la Méditerranée que l'inattendu peut devenir réalité. Alors, bon vent à l'action du Parti de la Gauche européenne!

>

Je vous remercie

>

>

Francis Wurtz

Le pacte pour L'EURO+ : Pour mieux servir les marchés!

Le week end des 25-26mars, le Conseil Européen a adopté le « Pacte pour l'euro »

Au nom de la compétitivité, c'est une offensive anti-sociale d'une rare violence qui, à l'image des plans grecs, irlandais et portugais, se prépare contre les peuples d'Europe.

Il s'agit d'instaurer une austérité budgétaire et salariale permanente pour répondre aux exigences des marchés financiers

LA SOUVERAINETÉ DES NATIONS BAFOUÉE

Ce pacte renforce la tutelle du FMI, de l'Union européenne et de la BCE sur chacun des pays d'Europe.

Ainsi le texte rappelle constamment la nécessité pour chaque État de rendre compte à l'autorité supranationale (la Commission et le Conseil européen) tous les ans, voire tous les 6 mois. Les dirigeants européens font un pas de plus vers une Europe fédérale, vers une Europe encore plus autoritaire, encore plus ultra libérale.

Extraits

[Chaque État devra faire part de ses] « *engagements nationaux concrets* », de « *la mise en œuvre des engagements et des progrès accomplis* », [qui] « *feront l'objet d'un suivi annuel* » [(...) « *La commission tiendra un rôle central important dans le suivi de la mise en œuvre des engagements* ».

L'AUSTERITE CONSTITUTIONNALISEE

Et pour museler les peuples de façon durable, il renforce la tutelle exercée sur chacun des pays de l'Europe afin d'interdire tout changement de politique, quelques soient les choix futurs électoraux. L'alternance oui, mais l'alternative interdite!

Extraits

« *Les Etats membres de la zone Euro s'engagent à traduire dans leur législation nationale les règles budgétaires de l'UE figurant dans le pacte de stabilité de la croissance. Les Etats membres conserveront le choix de l'instrument juridique à utiliser au niveau national mais veilleront à ce qu'il soit par nature suffisamment contraignant et durable (par exemple la Constitution ou une législation cadre)* » « *La formulation exacte de la règle sera également arrêtée par chaque pays [...] mais elle devrait garantir la discipline budgétaire tant au niveau national qu'au niveaux inférieurs* ».



La modification de la constitution voulue par Nicolas Sarkozy pour imposer la loi des marchés au peuple français devrait se faire par voie référendaire ou par la réunion du Congrès (Assemblée Nationale et Sénat) avec la majorité des 2/3 exprimés. Pour empêcher ce mauvais coup la pression populaire devra être assez forte pour ne pas revivre un nouvel épisode d'une adoption d'un texte par le Congrès grâce à l'abstention du PS, comme ce fut le cas pour le traité de Lisbonne. Un traité qui était la copie conforme du projet de traité européen rejeté par le peuple français lors du référendum de 2005.

UN PACTE CONTRE LE MODELE SOCIAL EUROPEEN

Avec ce pacte, l'objectif est d'aller plus loin dans l'austérité, la précarité du travail, la mise en œuvre de la concurrence des salariés entre eux .

Pour faire accepter et ces régressions la Commission de Bruxelles comme M Sarkozy s'emploient à culpabiliser les citoyens : il faut réduire ces déficits faute de quoi nous les lèguerions à nos enfants et porterions la lourde responsabilité de leurs difficultés futures.

En réalité, il y a un amalgame malhonnête sur cette question des déficits publics qui englobent aussi bien les déficits occasionnés par des investissements utiles dont bénéficieront également les générations à venir : écoles, stades, hôpitaux etc, et ceux générés par les opérations militaires françaises tous azimut ou par les aides aux banques octroyées pour les sortir du marasme qu'elles avaient elles mêmes provoqué.

Ce « **pacte pour l'euro +** » viserait une « **coordination renforcée des politiques économiques pour la compétitivité et la convergence** », ce qui annonce bien la couleur pour les salariés et les peuples.

En effet pour les dirigeants européens cette « **compétitivité** » ne peut passer que par la baisse des dépenses publiques et le freinage des salaires :

Extraits

« Les progrès seront évalués sur la base de l'évolution des salaires et de la productivité ainsi que des besoins d'ajustement en matière de compétitivité. Afin de déterminer si les salaires évoluent en accord avec la productivité, le coût unitaire de la main d'œuvre (CUM) fera l'objet d'un suivi sur une période déterminée par comparaison avec l'évolution dans d'autres pays de la zone Euro et chez les principaux partenaires commerciaux comparables ». (...) «Les augmentations significatives et durables pourraient provoquer une érosion de la compétitivité » . [Le texte prescrit de] « réexaminer les dispositifs de fixation des salaires et, le cas échéant, le degré de centralisation du processus de négociation » [et de] «veiller à ce que les accords salariaux dans le secteur public viennent soutenir les efforts de compétitivité consentis dans le secteur privé».

Afin de faire pression sur tous les coûts salariaux, le texte demande aussi aux gouvernements de peser sur les salaires du public « **en gardant à l'esprit que l'évolution des salaires dans le secteur public constitue un signal important**».

Au nom de l'emploi, il faudrait « **favoriser la flexicurité** » qui prétend optimiser le fonctionnement du marché du travail, avec l'idée que l'on peut accepter une certaine instabilité des emplois pour peu que les travailleurs réussissent à enchaîner les contrats et

une flexibilité répondant sans doute infiniment moins à la volonté de réduire le chômage qu'aux exigences de compétitivité et de rendement du capital !

Au nom de la « **viabilité des retraites** » il faudrait encore relever l'âge de départ alors que Nicolas Sarkozy avait prétendu avoir résolu, avec la réforme de 2010, le financement de la retraite. Le « pacte de l'euro plus » va encore plus loin, puisque qu'il préconise de relever l'âge du départ à la retraite en fonction de l'espérance de vie. Proposition sur laquelle il y a d'ailleurs un accord entre la droite et les partis sociaux démocrates en Europe.

le Fonds européen de stabilité financière (FESF), mis en place pour éviter que la crise des dettes publiques européennes ne s'aggrave et mette en péril l'euro, sera pérennisé dans le cadre d'un mécanisme de stabilité (MES) au delà de 2013. Il sera doté d'un capital de 700 milliards d'euros apporté par les États qui pourront se procurer l'argent **par emprunt sur les marchés financiers** !

Le MES pourra prêter jusqu'à 500 milliards d'euros aux États en grande difficulté avec des taux d'intérêt supérieurs de 2% (prêts inférieurs à 3 ans) et 3% (prêts supérieurs à 3 ans). Ces prêts seront conditionnés à des programmes d'austérité insupportables.

Extraits

« L'assistance financière sera subordonnée à une stricte conditionnalité dans le cadre d'un programme d'ajustement macroéconomique ».

C'est dans ce cadre qu'aujourd'hui la Grèce est invitée à : **« mener à bien entièrement et rapidement le programme de privatisation et de valorisation des patrimoines fonciers de 50 milliards d'euros »**. L'application des premiers plans d'austérité en Grèce, au Portugal, en Espagne et en Irlande ont provoqué d'importantes manifestations et grèves nationales. Une manifestation européenne organisée par la confédération européenne syndicale contre le **« pacte de l'euro plus »** a rassemblé 50 000 personnes à Budapest le 9 avril dernier.

C'est dire le besoin de débat démocratique avec des propositions alternatives et de luttés pour une tout autre utilisation de l'euro au service de l'emploi et non pas des marchés financiers. C'est la démarche retenue par le Parti de la gauche européenne, auquel le PCF est affilié, et qui propose de remplacer le FSFE créé en mai 2010 par un Fonds de développement social européen (FDSE).

La BCE, par création monétaire, achèterait des titres de dette publique assortis de taux très bas, voire nuls. Elle interviendrait en liaison avec le FDSE, organisant les attributions d'argent provenant des rachats des titres de dettes. Le FDSE viserait une expansion des services publics, en privilégiant les pays en difficulté. Il serait aussi alimenté par des taxations des flux financiers. Et des obligations de prise de titres publics à bas taux d'intérêt seraient imposées aux banques, aux assurances, aux fonds d'investissement. Cela pourrait marcher de pair avec la mise en cause du pacte de stabilité pour un pacte coopératif de progrès social et écologique. Celui-ci mobiliserait la création monétaire de la BCE pour financer un très grand essor concerté des services publics, tandis que le crédit bancaire servirait à sécuriser l'emploi, la formation et les salaires .



Fonction publique, coup de gel sur les salaires?

Le ministre du budget a annoncé le gel en 2012 et pour la deuxième année consécutive (après 2011) de la valeur du prix du point d'indice qui sert à calculer les salaires des agents de la fonction publique.

Ce recul sans précédent depuis 1947 du pouvoir d'achat des 5.2 millions de salariés du secteur public fait suite à 15 ans de recul de ce même pouvoir d'achat par des revalorisations nettement en retrait sur l'inflation.

Evolution du point d'indice Fonction Publique et de l'inflation			
Date	Valeur en €	Variation en %	Inflation de l'année en %
01/07/10	55,56	0,5	1,8
1/10/2009	55,29	0,3	0,1
1/07/2009	55,1217	0,50	
1/10/2008	54,8475	0,30	2,8
1/03/2008	54,6834	0,50	
1/02/2007	54,4113	0,80	1,5
1/07/2006	53,9795	0,50	1,6
1/11/2005	53,7110	0,80	1,8
1/07/2005	53,2847	0,50	
1/02/2005	53,0196	0,50	
1/01/2004	52,7558	0,50	2,1
2003	52,49	0	2,1
1/12/2002	52,4933	0,70	1,9
1/03/2002	52,1284	0,60	
1/01/2002	51,8175	0,00	
1/11/2001	51,8174	0,70	1,7
1/05/2001	51,4576	0,50	
1/12/2000	51,2015	0,50	1,7
1/12/1999	50,9469	0,80	0,5
1/04/1999	50,5444	0,50	
1/11/1998	50,2929	0,50	0,7
1/04/1998	50,0459	0,80	
1/10/1997	49,6480	0,50	1,2
1/03/1997	49,4011	0,50	
1996	49,16	0	2
1/11/1995	49,1556	1,40	1,7
1/03/1995	48,4772	-	

Variation du point d'indice 1995/2010 = **14.61%**
 Inflation 1995/2010 = **28.237%**

Aéronautique et spatial : Retenez cette date

18 juin 2011

Place du colonel Fabien à Paris.

Initiative des communistes

**ouverte à tous ceux qui sont engagés dans l'action sociale
et qui souhaitent travailler au rassemblement pour une
alternative politique**

- ♦ La mondialisation capitaliste aéronautique et spatiale.
- ♦ Les outils théoriques pour résister. Pôles de financement.
- ♦ Quel appui et utilisation peut-on faire du PGE. (Parti de la Gauche Européenne) ?
- ♦ Initiative communiste pour le salon qui se tient la semaine suivante au Bourget.
- ♦ Quels besoins de développer des organisations communistes dans l'aéronautique

L'industrie aérospatiale française qui compte 157 000 salariés (Gifas) constitue une branche stratégique au sein de l'économie nationale, imbriquée dans une dimension européenne.

Cette industrie et sa dimension militaire au service des politiques de domination impérialiste est l'objet d'un affrontement de classe.

Des concentrations de salariés dans plusieurs Régions et départements travaillent au sein de grands groupes : Dassault Aviation, EADS, THALES, SAFRAN et dans le secteur de recherche CNES, Onera etc. . groupes auxquels il faut associer ceux du transport Aérien et des Aéroports. Cela génère aussi des activités et emplois de services induits et de sous-traitants.

L'objectif du 18 juin est de réunir avec la présence de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, les communistes de l'aérospatiale et ceux qui veulent œuvrer au changement, afin d'intégrer pleinement les questions du parti à l'entreprise dans notre projet politique et d'organiser ou de réorganiser le Parti sur les lieux de travail.

Les syndicalistes et les sympathisants qui sont intéressés par ces questions sont cordialement invités.

Il s'agit d'affirmer notre combat pour le développement de cette industrie de pointe qui est un enjeu politique et économique majeur nationalement et dans les régions et départements.